

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter

E - Notice hygiène et sécurité du personnel

Ce chapitre comporte 11 pages

SOMMAIRE

E.1 - PREAMBULE.....	E-3
E.1.1 - CADRE REGLEMENTAIRE.....	E-3
E.1.2 - OBJECTIFS ET CONTENU	E-3
E.2 - ORGANISATION DE D'HYGIENE ET DE LA SECURITE.....	E-4
E.2.1 - EFFECTIF ET HORAIRE DE TRAVAIL.....	E-4
E.2.2 - LES CHSCT	E-4
E.2.3 - MEDECINE DU TRAVAIL.....	E-5
E.3 - EVALUATION DES RISQUES	E-6
E.3.1 - MANAGEMENT DE LA SECURITE SUR LE SITE	E-6
E.3.2 - IDENTIFICATION DES SOURCES DE DANGERS	E-6
E.3.3 - EXPOSITION AUX SOURCES DE DANGERS	E-7
E.3.4 - EVALUATION DES RISQUES.....	E-7
E.4 - GESTION DE LA PREVENTION ET DES SECOURS	E-9
E.4.1 - MESURES TECHNIQUES	E-9
E.4.2 - MESURES ORGANISATIONNELLES	E-10
E.4.3 - PREVENTION INCENDIE ET EVACUATION DU PERSONNEL.....	E-11

E.1 - PREAMBULE

E.1.1 - CADRE REGLEMENTAIRE

Comme son nom l'indique la procédure s'appliquant aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) a pour objectif la protection de l'environnement. Toutefois, le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié (article R. 512-6 du code de l'environnement) prévoyait dès sa première version :

- D'une part (à son article 3-6), que le dossier de demande d'autorisation d'exploiter une installation classée comporte en plus des cartes, plans, études d'impact et de dangers, « **une notice portant sur la conformité de l'installation projetée avec les prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel** ».
- D'autre part (à son article 9), que le préfet pouvait communiquer pour avis un exemplaire de ce dossier à l'inspection du travail.
- La présence de cette notice, souvent appelée « Notice hygiène et sécurité » (NHS), dans ce type de dossier montre que les questions relatives à la protection du personnel travaillant sur un site relevant des installations classées ne sont pas totalement indépendantes de celles concernant la protection de l'environnement.

E.1.2 - OBJECTIFS ET CONTENU

Pour une installation nouvelle, la Notice d'Hygiène et de Sécurité permettra d'établir par la suite le Document Unique d'Evaluation des Risques professionnels (DUER).

Ces documents seront à établir par chaque exploitant du site.

La notion de risque regroupe deux principes :

- la probabilité qu'un accident ait lieu (ou occurrence de l'événement),
- les conséquences que cet accident aurait sur la vie ou sur la santé du personnel.

L'étude sur l'hygiène et la sécurité du personnel consiste alors à s'assurer que, pour chaque phase de travail ou poste de travail à risque, les mesures d'hygiène et de sécurité soient prises.

E.2 - ORGANISATION DE D'HYGIENE ET DE LA SECURITE

E.2.1 - EFFECTIF ET HORAIRE DE TRAVAIL

L'effectif envisagé sur le site sera à terme d'environ 50 personnes ainsi réparties :

- le personnel travaillant dans l'entrepôt ;
- le personnel travaillant dans les bureaux administratifs.

Le site sera en activité de 5h00 à 22h00 7j/7. A terme l'activité sera 24h/24 7j/7.

E.2.2 - LES CHSCT

Créé par la loi n°82.1097 du 23 décembre 1982, le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (C.H.S.C.T) est en particulier associé à la recherche des solutions concernant :

- L'organisation matérielle et physique du travail,
- L'aménagement des postes de travail, des lieux de travail et de ses annexes, du temps de travail,
- Les nouvelles technologies et leurs conséquences sur l'organisation du travail et de la santé des travailleurs.

La création du C.H.S.C.T. est obligatoire pour les établissements comportant 50 salariés et plus, celui-ci sera constitué dès l'ouverture du site le cas échéant.

SON ROLE

Il fonctionne selon les prescriptions du Code du Travail. Sa mission est de contribuer à la protection de la santé et de la sécurité des et à l'amélioration des conditions de travail. Elle consiste aussi à veiller à l'observation des prescriptions législatives et réglementaires prises en matière de protection de la santé, de sécurité des travailleurs et d'amélioration des conditions de travail.

E.2.3 - MEDECINE DU TRAVAIL

La médecine du travail assure les visites d'embauche, les visites annuelles et les visites de reprise.
Des armoires de premiers soins seront implantées dans le bâtiment.

E.3 - EVALUATION DES RISQUES

E.3.1 - MANAGEMENT DE LA SECURITE SUR LE SITE

Chaque poste de travail fera l'objet d'une évaluation des risques d'où découlent des actions pour les risques majeurs identifiés, visant par ordre de priorité à :

- Supprimer ou réduire le risque,
- Mettre en place des protections collectives (EPC),
- Renforcer les protections individuelles (EPI)

E.3.2 - IDENTIFICATION DES SOURCES DE DANGERS

DANGERS	SOURCES DE DANGERS
Pièce en mouvement	Mécanique
Vibrations	
Gaz anoxiant	Toxique
Courant électrique	Electriques
Transformateur de courant	
Foudre	
Produits combustibles	Incendie et d'explosion
Vapeur inflammables et/ou explosives	
Travail répétitif	Condition de travail
Facteurs organisationnels	
Bruit	Environnement de travail
Eclairage	
Circulation d'engins	
Température	

Sources potentielles de dangers et les dangers associés

E.3.3 - EXPOSITION AUX SOURCES DE DANGERS

Les modalités d'exposition du personnel d'exposition du personnel aux dangers seront accidentelles ou chroniques.

E.3.4 - EVALUATION DES RISQUES

Conformément à l'article R 4121-2 du code du travail, les exploitants mettent à jour les résultats de l'évaluation des risques du site dans un document unique. Il prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs dans l'établissement, conformément à l'article L. 4121-1 du code du travail.

Ce document est révisé chaque année ainsi que lors de toute décision d'aménagement important modifiant les conditions d'hygiène et de sécurité ou les conditions de travail. Il est tenu à la disposition de l'inspecteur du travail et des CHSCT.

L'identification des dangers liés aux locaux et équipements de travail met en évidence les risques caractérisés ci-après :

Domaine	Description	Exposition potentielle	Dommages
Ambiances de travail	Aération	Exposition en cas de mauvais assainissement de l'air dans les locaux. Dans le cas de marchandises banales, l'activité ne met pas en œuvre de substances dangereuses ou gênantes, les locaux de travail sont donc des locaux à pollution non spécifiques. Les locaux techniques comme les locaux de charge de batteries ou la chaufferie sont également des zones à risque spécifique. En cas d'incendie, les fumées de combustion présentent un risque pour le personnel.	Incendie Explosion Inconfort
	Eclairage	Risque lié au manque d'éclairage potentiel ou l'éblouissement	Gêne dans l'accomplissement de la tâche Fatigue Chute Heurt
	Température	Risque en cas de chaleur intense ou de grand froid.	Inconfort
Circulation		<u>A l'extérieur :</u> - les poids lourds, - les véhicules légers, - les piétons. <u>A l'intérieur :</u> - les piétons, - les transpalettes, - les chariots élévateurs.	Collisions Chocs Chutes Heurts

Domaine	Description	Exposition potentielle	Dommages
Risque physique	Manutention	Risque lié à la manipulation manuelle des pièces et des emballages.	Troubles musculo-squelettiques (TMS) Dommages dorsolombaires, Coincement Choc Contusion / coupure...
	Electricité	Le risque électrique lors d'interventions sur les installations électriques et en cas de contact accidentel avec un élément sous tension.	Électrocution, Électrisation, Incendie / explosion
	Incendie / explosion	Les zones concernées sont détaillées dans l'étude de danger	Brûlures, Toxicité des produits de combustion, Blessures et lésions aux poumons, oreilles en cas d'explosion
Risque chimique		<p>L'acide présent dans ces batteries est un liquide corrosif qui peut provoquer des lésions en cas de contact direct avec la peau, les yeux, etc. En fonctionnement normal, l'acide est contenu dans les batteries.</p> <p>Le risque chimique concerne l'acide sulfurique en cas de projection oculaire ou sur la peau lors du chargement des batteries ou d'opérations d'entretien des chariots.</p>	Brûlures, irritation

Exposition potentielle aux dangers et les dommages associés

E.4 - GESTION DE LA PREVENTION ET DES SECOURS

E.4.1 - MESURES TECHNIQUES

L'ECLAIRAGE

Les niveaux d'éclairement minimum prévus seront, conformes au code du travail. La future plate-forme logistique sera conçue pour satisfaire aux règles d'éclairage prévues aux articles R. 4223-2 à R. 4223-11 du Code du Travail.

Un éclairage artificiel existe pour compléter l'éclairage naturel pour les voies de circulation et les cellules de stockage.

L'éclairage est réalisé de façon à ce que le niveau d'éclairement permette de déceler les risques (obstacles) perceptibles à la vue et évite la fatigue visuelle et les affections de la vue.

L'éclairage sera conçu en respectant les règles d'ergonomie visuelle qui concernent non seulement la quantité et la qualité de la lumière dans les lieux de travail, mais aussi le confort visuel : absence de reflets, d'éblouissement, de clignotements.

L'éclairage est installé au droit des allées de circulation à hauteur suffisante pour éviter les heurts entre les chariots et assurer un éclairage suffisant.

L'éclairement des extérieurs permettra d'assurer la sécurité de la circulation et des manœuvres des camions pendant les périodes nocturnes.

L'AERATION

Au regard de l'activité dans l'entrepôt, celle-ci ne génère pas de pollution atmosphérique spécifique. L'activité se déroule dans de grandes dimensions assurant un volume d'air important et un espace de travail agréable.

Les locaux de charge seront équipés d'une ventilation individualisée en partie supérieure et d'un regard borgne au centre (récupération des acides en cas de déversement accidentel). Une douche de sécurité avec rince œil sera installée.

Les autres locaux techniques (chaufferie, transfo, etc...) seront équipés au besoin de ventilations hautes et basses suivant règlementation.

ELECTRICITE

Les installations électriques prévues seront conformes (NFC 15-100). L'entretien et la maintenance sont réalisés par un prestataire ou des personnels habilités à intervenir sur les installations électriques. Le poste de transformation électriques seront signalés et leur accès strictement réservé.

L'installation électrique sera maintenue en bon état et contrôlée périodiquement.

Les matériels électriques installés en zone ATEX devront faire l'objet d'une adéquation matériel. Leur conformité devra être en adéquation avec l'importance de la zone ATEX identifiée dans le cas où ce matériel est présent au sein de la zone dangereuse.

L'INCENDIE ET L'EXPLOSION

L'incendie et l'explosion sont largement détaillés dans l'étude de danger. Le lecteur s'y reportera pour plus de détail sur les zones de dangers et les moyens de prévention et d'intervention mis en place.

E.4.2 - MESURES ORGANISATIONNELLES

HYGIENE DES LOCAUX DE TRAVAIL

Le nettoyage des locaux sera assuré de manière régulière par le personnel d'exploitation du site.

Les équipements sanitaires (pour les hommes et pour les femmes) seront prévus et dimensionnés afin de satisfaire aux prescriptions du Code du Travail.

Pour le personnel d'exploitation de l'entrepôt, il existera des installations sanitaires (cabinets d'aisance et douches) et des vestiaires qui seront créés dans le bloc Bureaux/Locaux sociaux.

Les installations sanitaires seront largement dimensionnées pour le confort du personnel.

SECURITE DES EQUIPEMENTS ET DES INSTALLATIONS

Feront l'objet de contrôles périodiques par un organisme agréé :

- Les installations électriques ;
- L'installation de combustion;
- Les engins de manutention.

Tous les matériels de sécurité (Robinet d'Incendie Armés, extincteurs et installation d'extinction automatique à eau, vanne de barrage sur le réseau d'eaux pluviales de voirie) et de secours seront régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement.

FORMATIONS

Toutes les questions touchant la sécurité représenteront une partie importante du programme de formation du personnel et une place particulière est réservée à la sécurité dans tous les documents opérationnels. Cette formation aura pour principaux objectifs :

- D'expliquer à chaque personne l'origine des risques et l'intérêt des mesures de prévention qui en découlent,
- D'enseigner que le geste sécurité est un élément indissociable du geste de production.

L'ensemble du personnel sera concerné en fonction du poste qu'il occupe par différentes formations et sensibilisations assurant la sécurité sur le site. On peut citer :

- Formation aux gestes et postures
- Formation au CACES de catégorie pour les conducteurs de chariots
- Formation concernant la conduite de ponts roulants
- Formation sécurité incendie pour l'évacuation du personnel

E.4.3 - PREVENTION INCENDIE ET EVACUATION DU PERSONNEL

La plate-forme logistique sera dotée d'une alarme incendie : centrale d'alarme incendie assurant la détection automatique d'un risque incendie. La détection manuelle sera réalisée par la mise en place de déclencheurs manuels à chaque issue de secours et issues du personnel et d'une sirène incendie normalisée audible de tout point du local (BAAS Blocs autonome d'alarme sonore ou DS diffuseur sonore).

Par ailleurs des consignes de sécurité préciseront la conduite à tenir en cas d'incendie ou de blessures. Ces consignes comporteront notamment :

- Les moyens d'alerte ;
- Le numéro d'appel des sapeurs pompiers ;
- Les moyens d'extinction à utiliser ;
- Le plan d'évacuation.

D'autre part, des exercices d'évacuation seront réalisés afin d'entraîner le personnel en cas d'incendie.

Le personnel sur le site sera formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie décrits dans l'étude des dangers.

Un plan d'évacuation sera établi avec les services de secours publics.